



**PRÉFET  
DU VAL-D'OISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté n° IC-25-113 actualisant le classement des installations et  
imposant des prescriptions techniques  
pour la mise en place d'une activité de stockage de mâchefers**

**Société SUEZ RV ENERGIE**

**à ARGENTEUIL**

**Le Préfet du Val-d'Oise  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

**Vu** le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1999 autorisant la société NOVERGIE Île-de-France à exploiter sur le territoire de la commune d'ARGENTEUIL – ZAC du Chemin Vert – 2, rue du Chemin Vert, une plate-forme de traitement de mâchefers répertoriée sous la rubrique n° 322-A – stockage et traitement des ordures ménagères et autres résidus urbains - de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 mars 2015 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la société NOVERGIE pour les installations exploitées à ARGENTEUIL ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° IC-21-023 du 10 mars 2021 actualisant le tableau de classement des installations de la société SUEZ R&V ENERGIE implantées 2, Rue du Chemin Vert à ARGENTEUIL et les prescriptions techniques qui y sont annexées remplaçant celles des arrêtés préfectoraux des 15 octobre 1999 et 19 mars 2015 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 25-043 du 16 juin 2025 modifiant l'arrêté préfectoral n° 25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

**Vu** la décision n° DRIEAT-UD95-001-2025 du 22 mai 2025 du préfet du Val-d'Oise, autorité chargée du cas par cas, dispensant ce projet de la réalisation d'une évaluation environnementale en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance déposé le 14 avril 2025 par la société SUEZ RV ENERGIE relatif à la modification d'activité et à la notification de cessation d'activités, en vue d'exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux non inertes au titre de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune d'ARGENTEUIL – 2, rue du Chemin Vert et de la mise à l'arrêt des installations classées soumises à autorisation sous les rubriques 2791 et 3532 de la nomenclature précitée ;

**Vu** le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié susvisé ;

**Vu** le courriel de l'inspection des installations classées du 4 juillet 2025 adressant les projets de rapport et d'arrêté préfectoral complémentaire à la société SUEZ RV ENERGIE et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

**Vu** le courriel de la société SUEZ RV ENERGIE du 9 juillet 2025 informant le préfet du Val-d'Oise n'avoir aucune observation sur les projets de rapport et d'arrêté qui lui a été présenté ;

**Vu** le rapport du 9 juillet 2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France – unité départementale du Val-d'Oise proposant de donner une suite favorable aux demandes de l'exploitant ;

**Considérant** que les demandes de l'exploitant concernent un site existant déjà autorisé au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que les modifications souhaitées par la société SUEZ RV ENERGIE, portent sur :

- la création d'un bâtiment aux fins d'exploiter une activité de stockage de mâchefers relevant de la rubrique 2716 sous le régime de l'enregistrement de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la notification de la cessation de l'activité de traitement de mâchefers ;

**Considérant** qu'au regard des éléments d'appréciation présentés par la société SUEZ RV ENERGIE dans sa demande d'examen au cas par cas déposée le 30 avril 2025 ainsi que dans son dossier de porter à connaissance, les modifications présentées sont jugées notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que l'inspection des installations classées, dans son rapport du 9 juillet 2025 susvisé, propose de donner une suite favorable aux demandes de la société SUEZ RV ENERGIE pour les installations qu'elle exploite sur le territoire d'ARGENTEUIL ;

**Considérant** qu'il convient, au vu de la notification de la cessation d'activité de l'installation de traitement de mâchefers par la société SUEZ RV ENERGIE, de procéder à l'actualisation du classement du site au titre des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que les modifications apportées nécessitent d'être encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire ;

**Considérant** que la demande précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage industriel ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) n'est pas requis ;

**SUR** proposition de la secrétaire générale de la Préfecture ,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Classement au titre de la nomenclature ICPE**

Le classement des installations exploitées par la société SUEZ RV ENERGIE – ZAC du Chemin Vert – 2, Rue du Chemin Vert sur le territoire de la commune d'ARGENTEUIL, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, est actualisé comme suit :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation et Volume autorisé
2716	E	Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m <sup>3</sup>	Bâtiment couvert muni de 3 façades d'un volume de : 4 200 m <sup>3</sup>

E : Enregistrement

**Article 2 :** La société SUEZ RV ENERGIE est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour son établissement situé à ARGENTEUIL - 2, rue du Chemin Vert.

Les prescriptions techniques de l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 10 mars 2021 susvisé sont supprimées.

### **Article 3 : Localisation de l'installation**

Les installations relevant de la rubrique 2716 sont implantées selon la localisation précisée sur le plan en annexe du présent arrêté.

### **Article 4 : Conformité au dossier**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 14 avril 2025.

### **Article 5 : Prescriptions techniques applicables**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, est notamment applicable à l'établissement :

– l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Article 6 :** En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant est passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

**Article 7 :** Conformément aux dispositions du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie d'ARGENTEUIL et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie d'ARGENTEUIL pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 8 :** Conformément aux dispositions des articles R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal administratif - 2/4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 – CERGY-PONTOISE Cedex :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;
- par les tiers en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de ce même article.

**Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.**

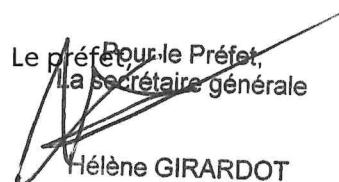
Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérécours citoyens » (informations et accès au service disponible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

**Article 9 :** La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire d'ARGENTEUIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le

10 OCT. 2025

Le préfet, Pour le Préfet,  
La secrétaire générale



Hélène GIRARDOT

Annexe : plan de localisation de l'installation relevant de la rubrique 2716



